

Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation

Giulio De Ligio (dir.)



P.I.E. Peter Lang



EUROCLIO
ÉTUDES ET DOCUMENTS



Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation

Giulio De Ligio (dir.)



P.I.E. Peter Lang



EUROCLIO
ÉTUDES ET DOCUMENTS



Avant-propos

Permanence de Raymond Aron

Pierre MANENT

Plus le temps passe, plus la pertinence des démarches et des analyses de Raymond Aron se confirme au lieu de s'estomper. Parce qu'il a été le commentateur inlassable des événements, parce que ses livres ont souvent répondu à des situations bien différentes de la nôtre, on a pu penser que son œuvre, à l'exception bien sûr des grands ouvrages théoriques, perdrait de son mordant avec l'éloignement des circonstances qui lui avaient donné naissance. C'est le contraire qui se produit. C'est de nous et donc à nous qu'Aron parle encore. Nous avons pu le vérifier une fois de plus lors de cette journée d'étude sur « Raymond Aron penseur de l'Europe et de la nation » dont voici les actes.

La première raison de cette permanence d'Aron tient à la permanence du politique. Les hommes, les situations, les circonstances changent sans cesse, mais en les saisissant sous l'angle politique, Aron les saisissait par leur aspect permanent. Son attention à l'événement ne relevait pas d'un goût pour le changement ou d'une faiblesse pour l'actualité, mais d'un intérêt passionné pour la vie politique et la nature politique des hommes. Le critère du jugement sur les choses humaines était pour lui immanent au politique. Est raisonnable en politique ce qu'un homme raisonnable ferait compte tenu des circonstances. Proposition qui semble tautologique, mais on en éprouve la validité dans l'analyse des cas concrets, analyse conduite par Aron chaque jour pendant quarante ans. À chaque moment, il y a une configuration des choses politiques qui, si elle ne dicte pas la réponse du citoyen ou de l'homme d'État, détermine l'arc ou la palette des réponses raisonnables, c'est-à-dire à la fois prudentes et justes. En ce sens, Aron était aussi peu wébérien que possible. Il accordait, c'est-à-dire il s'accordait très peu de latitude dans son « rapport aux valeurs ». C'est l'observation attentive des faits par un homme juste et prudent qui conduit à suggérer la politique juste et prudente. Il n'avait nul besoin du « supplément d'âme » que tant de contemporains étaient si impatients de lui apporter. Penser l'action juste et prudente, c'était assez.

De cette moralité des faits témoigne la posture d'Aron dans la « question européenne ». Il est facile d'être « nationaliste », il est facile d'être « européiste », et dans les deux cas de mobiliser emphatiquement les « valeurs » en disqualifiant l'autre parti. Il est impossible de caractériser d'un mot la position d'Aron. C'est une même configuration de faits qui tient ensemble les vieilles nations affaiblies et la nouvelle organisation européenne à la vigueur incertaine. Au moins ne commençons pas par effacer la moitié du réel qui nous incommode ! Aron se tient sur cette ligne de faille qui sépare et joint les nations et l'entreprise européenne, il sonde les deux protagonistes, il les teste, il s'efforce d'évaluer ce qu'il y a de fondé et ce qu'il y a de chimérique dans leurs ambitions respectives. C'est d'un arbitrage permanent qu'il s'agit, et qui n'autorise pas de « relevé des conclusions ».

On peut bien sûr rassembler quelques propositions qui encadrent la perspective d'Aron sur la question qui nous occupe. D'une part, sans voir nécessairement dans la nation le chef-d'œuvre de la civilisation qu'y avait vu par exemple Marcel Mauss, Aron regardait la nation comme un cadre légitime d'action qui réclamait justement l'adhésion des citoyens, surtout à l'époque moderne où il n'y a de légitimité durable que démocratique. Qu'était après tout la révolution hongroise qui impressionna tant Aron sinon le mouvement d'un peuple qui voulait vivre « nationalement » ? C'est cette conviction qui forme la base de son adhésion de principe à la V^e République. S'il fut un critique très vigoureux de nombre d'aspects de la politique du général de Gaulle, il en partagea toujours ce qu'on pourrait appeler l'axiome principal : la France est une aventure qui mérite d'être continuée. Mais d'autre part, soucieux, dès la fin de la guerre, de la réconciliation avec l'Allemagne, sa sympathie était acquise à l'entreprise de réunir les nations européennes. Ces dispositions, complémentaires plus que concurrentes, qui sans doute furent largement partagées par ce qu'on pourrait appeler le « centre raisonnable » de la politique française, ne suffirent pas cependant à livrer le caractère propre de la position d'Aron.

Comme le remarque Agnès Bayrou dans son étude si judicieuse, Aron est très sensible à l'embarras de ses contemporains lorsqu'il s'agit de « parler politiquement de l'Europe ». Cette difficulté épistémologique, si j'ose dire, est révélatrice de l'indétermination politique du projet européen. Si la question européenne ne parvient pas à animer la conversation civique des Européens dans leurs diverses nations et entre celles-ci, sinon sous une forme ritualisée ou alors simplement technique, ce n'est la faute de personne, sinon de la chose même, c'est-à-dire de l'Europe comme chose politique qui ne parvient pas à se faire enjeu significatif pour les citoyens européens. En dépit des progrès annoncés de la construction européenne depuis la mort d'Aron,

la situation présente justifierait, je crois, le même diagnostic. Tout en affirmant emphatiquement le contraire, tout le monde agit, et au fond pense, comme si le rapport entre les nations et l'Europe était un jeu à somme nulle, signe encore une fois que nos sociétés ne sont animées par aucune « énergie politique » proprement européenne. Entre la « construction européenne » et la vie des nations subsiste indéfiniment ce hiatus dont on annonce incessamment la disparition.

Un couple de notions, introduit par Aron pour penser en général la politique moderne, permet d'éclairer cette interminable déception qui accompagne l'espérance politique européenne. Il s'agit du contraste entre le *drame* et le *procès*. Le procès, c'est le changement qui, une fois mis en train, échappe largement à l'action politique des hommes et dont ceux-ci ne peuvent qu'essayer de faire le meilleur usage. Le drame, c'est l'action résultant des vertus et des vices des hommes, et exposée aux chances et aux risques de la Fortune. Les Européens semblent avoir confié au procès ce qui, compte tenu de la nature des choses politiques, ne pouvait résulter que du drame, c'est-à-dire d'une action délibérée, audacieuse et risquée, de fondation politique. On escompte qu'au terme indéterminé d'un accroissement quantitatif des appareils européens surgira une Europe politique aussi armée et vaillante que si elle avait été fondée. Or, plus on espère et attend, plus le processus se développe, plus les règles se multiplient, plus les conduites leur sont rigoureusement soumises, et plus l'ensemble du mouvement européen prend les caractères d'une machine de moins en moins capable d'action véritable. Si une Europe politique était en principe possible, et sur ce point Aron suspend son jugement, c'est immédiatement après la guerre qu'était la fenêtre d'opportunité : « Une entreprise aussi révolutionnaire que la création d'un lien fédéral entre des États, depuis des siècles souverains et souvent ennemis, exige une situation exceptionnelle, une disponibilité des peuples, une élasticité des structures¹. »

Si les Européens montrent peu de goût pour le « drame », c'est-à-dire pour l'action politique au plein sens du terme, c'est parce qu'ils regardent le monde en spectateurs. C'est un point qui frappa Aron très tôt, et sur lequel il ne cessa de revenir dans ses analyses. Après la fin des empires coloniaux en tout cas, la discorde entre Américains et Européens n'était point d'abord causée par des divergences sérieuses d'opinions ou d'intérêts, mais par une divergence moins aiguë mais peut-être plus insurmontable de point de vue sur le monde : les Américains agissent, plus ou moins judicieusement, mais enfin ils agissent, tandis que les Européens pour l'essentiel les regardent agir, et commentent le spectacle.

¹ Aron, R. (avec Lerner, D.), *La querelle de la CED : essais d'analyse sociologique*, Paris, Armand Colin, 1956, p. 212.

Ce qu'on pourrait appeler l'idéologie européenne, dont Aron n'a pu voir que les commencements, consiste au fond à généraliser le point de vue du spectateur. Cela risque de conduire à de graves erreurs de jugement sur le monde, car, si l'on n'a pas une ferme intention d'agir, on manque du principal motif qu'aient les corps politiques de s'efforcer de connaître. Le rapport que les Européens entretiennent désormais avec le monde n'est sans doute pas pour rien dans le déclin de leur fortune sur la scène internationale. Ce qu'Aron n'eut pas l'occasion d'observer, c'est qu'à partir des années 1990, ce point de vue devint celui que l'Europe jette désormais sur elle-même et sur son histoire : spectatrice revenue de tout et bien décidée à ne rien faire qui implique le moindre risque d'aucune sorte, elle regarde sa propre histoire comme une suite consternante et incompréhensible d'actions violentes et injustes, dont elle ne se lasse pas de se dissocier. Si Aron fut parfois tenté d'envisager une possible « décadence » européenne, notion dont il n'ignorait pas l'encombrant pedigree, c'est en raison de cet abandon par les Européens de leurs responsabilités politiques.

Nous nous tenons encore en ce point où se tenait Aron, sur cette ligne de faille qui sépare et joint l'Europe et ses nations. Nous ne ferons pas le saut vers l'Europe unie. Nous l'aurions déjà fait si nous devions le faire. Mais nous ne reviendrons pas non plus « chez nous », vers les vieilles nations splendides et solitaires. Il nous reste à méditer cette aventure une et plurielle, qui est plus grande qu'aucune nation, mais qui n'a pas d'existence hors de ses membres nationaux. Quant à l'action future, la seule chose que l'on peut dire, c'est que l'Europe est sans avenir si les Européens ne désirent plus poursuivre leurs aventures nationales, et que les nations européennes vont au-devant de grandes douleurs si elles se révèlent finalement incapables de conduire une action commune. Notre situation, dont la précarité n'échappe à personne, réclame dans les citoyens et les hommes d'État une sorte d'impartialité supérieure. Par ses écrits comme par la teneur de sa conduite, Raymond Aron peut nous aider à acquérir cette rare vertu.